

Entretien paru sur Le Point.fr le 19 novembre 2019

Mathieu Bock-Côté : « Nous entrons dans un nouveau cycle de fanatisme politique »

ENTRETIEN. Pour l'intellectuel québécois, l'avant-garde militante du progressisme diversitaire représente un danger pour la liberté d'expression.

Propos recueillis par [Clément Pétreault](#)

[Mathieu Bock-Côté](#) est un Québécois qui inspire la droite française : souverainiste et pourfendeur du multiculturalisme, ce sociologue de formation délivre régulièrement ses oracles dans des chroniques acides, ou dans son dernier ouvrage, *L'Empire du politiquement correct* (éditions du Cerf, 2019). C'est en observateur averti – et conservateur revendiqué – qu'il pointe les régressions de la liberté d'expression dans le monde anglo-saxon et en [France](#). Alors que l'université fait l'objet de nombreuses tentatives de privation de parole (comme ce fut le cas à [Lille](#) la semaine dernière), l'essayiste tire à boulets rouges sur les censeurs zélés qui tentent de faire taire les voix dissonantes. Pour cet intellectuel averti, la radicalisation du politiquement correct constitue un péril sous-estimé dans des démocraties incapables de se défendre contre cet activisme aussi minoritaire que spectaculaire.

Le Point : La pratique qui consiste à empêcher des personnalités de parler en amphithéâtre rencontre un certain succès. Comment l'expliquez-vous ?

Mathieu Bock-Côté : Il y a un effet mimétique ou, pour le dire autrement, un effet d'entraînement. Rien n'est plus facile que de faire annuler une conférence. Il suffit qu'un groupe d'étudiants minimalement résolu s'engage dans un mouvement de perturbation pour qu'une administration prenne peur et annule l'événement pour des raisons de sécurité – ces dernières permettent trop souvent, toutefois, de faire passer la lâcheté pour de la prudence. Ou alors l'événement se tiendra sous protection policière, comme on l'a vu à Sciences Po, pour [Alain Finkielkraut](#), il y a quelques mois et comme on vient de le voir à Montréal pour le lancement du livre de Nadia Mabrouk consacré à la question de la laïcité.

Je l'ai dit, il est facile de faire annuler un événement, et cela permet à de jeunes personnes excitées par l'idéologie et tentées par la « radicalité » d'entrer directement dans l'action, sans passer par la laborieuse étape de l'argumentation et de la discussion ! Du passé, ils ne savent pas grand-chose, sinon qu'il faut s'en libérer pour affranchir les mille minorités marginalisées par une civilisation occidentale toxique et discriminatoire. Leur culture générale est mince, pour ne pas dire inexistante. Soyons encore plus sévères : ils n'ont de culture, souvent, que l'idéologie qu'ils viennent de consommer. Elle leur donne l'impression de penser et le droit moralement de se révolter. Contre l'ennemi du moment, on hurle des slogans jusqu'à l'extase collective et on a l'impression, une fois l'événement annulé, d'avoir remporté une bataille contre la bête immonde ! Le salaud ne parlera pas ! Cela consacre le pouvoir de minorités idéologiques fanatisées au cœur de l'université qui se donnent ainsi le droit de déterminer qui pourra ou ne pourra pas avoir accès à l'espace public. On comprend très vite, pour éviter la controverse, qui inviter et, surtout, qui ne pas inviter. La gauche radicale établit ainsi sa propre liste des proscrits. Comment ne pas comprendre que cela crée un climat de censure généralisée dans l'université ? Les agités fixent l'agenda, le commun des mortels rase les murs et envoie des signes ostentatoires de soumission aux gardiens de l'idéologie dominante pour ne pas se faire embêter.

Tout cela devrait nous inquiéter, d'autant que cette nouvelle censure s'appuie sur une conception de l'espace public de plus en plus hégémonique. En son cœur, on trouve le concept de *safe space*. L'idée est la suivante : il faudrait créer un espace public où les différents groupes minoritaires n'auraient plus à subir de discours les contredisant. Il faudrait démystifier la liberté d'expression et révéler les enjeux de pouvoir qu'elle recouvre. Pour l'avant-garde militante du progressisme diversitaire, la liberté d'expression serait le masque derrière lequel se cacheraient les dominants (en gros, le patriarcat blanc capitaliste et raciste) pour tenir des discours violents contre les minorités, qui contribuerait à leur fragilisation sociale et symbolique. Il ne faudrait plus se laisser bluffer par elle. Mais qu'est-ce qu'un discours violent contre les minorités ? Un discours qui n'embrasse pas la vision du monde de leurs représentants autoproclamés les plus agressifs. Un discours qui ne se veut pas « allié » est un discours dangereux, qui divise, qui pousse à la haine, et ainsi de suite. En d'autres mots, le multiculturalisme version décolonialiste et le néoféminisme LGBTQ2+ sont des idéologies obligatoires. Qui refuse de s'y soumettre n'a rien à faire dans l'espace public, sinon à la manière d'un épouvantail.

À travers cela, il faut surtout en finir avec le grand méchant de notre temps, l'homme blanc hétérosexuel de plus de 50 ans qui ne s'excuse pas de l'être. Celui-là, on peut le vomir, le conspuer, l'insulter, le mépriser et en faire le portrait le plus détestable, on ne sera jamais accusé de discours haineux. Ce qui m'amène à croire que, du point de vue du progressisme, les discours haineux sont toujours à sens unique. C'est une catégorie qu'il nous faudrait cesser de prendre pour allant de soi.

Au-delà du côté spectaculaire, est-ce réellement une menace sur la démocratie ?

Je le crois. En fait, j'en suis certain. Car ces méthodes contribuent à la radicalisation du politiquement correct. Nous assistons en fait à une brutalisation symbolique, et même physique, de la vie politique – [l'espèce d'autodafé des livres de François Hollande](#) auquel on a assisté à la faculté de droit de l'université de Lille est un bon révélateur des mentalités actuelles. Qui détruit un livre ne veut pas seulement faire taire son contradicteur : il veut effacer jusqu'à sa présence, jusqu'à son souvenir, jusqu'à ses traces. Ce qui s'exprime, c'est une volonté d'éradication et d'annihilation. On ne sous-estimera pas la portée d'une telle transgression, qui en annonce d'encore plus graves. Ce sont les conditions mêmes d'une conversation démocratique éclairée, reconnaissant la légitimité des aspirations humaines les plus contradictoires, qui sont en train de s'effondrer. La tentation de faire taire ceux qui n'applaudissent pas l'époque ou qui ne suivent pas le rythme donné par l'avant-garde diversitaire est de plus en explicite.

On interdit des conférences dans les universités, mais ce n'est pas tout. On cherche à faire annuler des pièces de théâtre, comme on l'a vu à Montréal à l'été 2018 et comme on l'a vu à bien d'autres endroits. On prétend lutter contre la haine en ligne, tout en la définissant comme un rapport unidirectionnel du majoritaire à l'endroit du minoritaire. De même, on cherchera à expulser du domaine public tel essayiste ou tel intellectuel qui s'entête à ne pas se soumettre à l'idéologie dominante. Dans les journaux, régulièrement, on se demandera comment expliquer la présence de certains indésirables dans le système médiatique. À quand le grand ménage ? Je me permets de rappeler aussi que le [pacte de Marrakech](#), dont on parlait beaucoup l'an passé, et que nos États ont signé, en appelait à peu près explicitement à la censure des discours critiques envers l'immigration de masse et le multiculturalisme.

Les progressistes rêvent en fait au monopole du récit médiatique légitime, comme si leur pouvoir en dépendait – ce en quoi ils ne se trompent probablement pas. Il suffit qu'une seule voix dissidente se fasse entendre pour qu'ils se sentent en danger. Il ne faudrait surtout pas que le réel

viennent troubler le récit du meilleur des mondes. Alors, quand quelqu'un vient gâcher ce grand récit, on veut l'évacuer et on s'imagine que le monde redeviendra harmonieux, comme avant – avant que les méchants « chroniqueurs de droite », comme on dit chez nous, ne fassent entendre un autre son de cloche. Le progressisme rêve de créer un environnement intellectuel et médiatique aseptisé, où jamais on ne le contredirait sur ses finalités et ses objectifs fondamentaux. Au fond de lui-même, il ne s'imagine jamais devant un contradicteur légitime, mais devant un résidu du monde d'hier, dont on viendra à bout. On ne répond pas au conservateur : on le balaie. Électoralement, on est bien obligé de débattre avec lui, mais, intellectuellement, on lui conteste son droit de cité. C'est ce que j'ai cherché à décrire, d'ailleurs, dans mon livre *L'Empire du politiquement correct*.

Ceux qui pratiquent ce type d'actions avancent qu'il s'agit d'une réponse physique à la violence symbolique exercée par un système oppresseur... Est-ce le signe d'un retour des violences politiques ?

Oui. Elles se laissent deviner depuis longtemps. L'époque de la démocratie apaisée est derrière nous. Nous entrons dans un nouveau cycle de fanatisme politique. La violence devient de nouveau le signe d'un engagement authentique. La mouvance antifa se présente ici comme une avant-garde militante, chargée de faire sauter les tabous de la civilité libérale qui obligeait chacun à voir dans son contradicteur un adversaire légitime et non un ennemi. Elle recherche la montée aux extrêmes qui jetterait la société dans une situation révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire que le grand soir est près d'arriver ! Chose certaine, elle banalise un retour de la violence politique, que les médias ont tendance à dédramatiser et à dépolitiser. Imaginons seulement si des milices fascistes s'autorisaient la même violence dans les rues. On ferait sonner les sirènes d'alarme de la démocratie en danger !

J'ai parlé des antifas, mais nous sommes en droit de redouter aussi la violence antiraciste, la violence végane, la violence de l'écologie radicale. Dès qu'une mouvance politique croit disposer d'un monopole du vrai, du juste et du bien, elle a tendance à se croire tout permis contre ceux qu'elle combat. Celui qui critique l'immigration massive devient un raciste, celui qui critique le féminisme est un sexiste, celui qui critique l'idéologie trans est un transphobe. Et ainsi de suite. Le progressisme a besoin de croire ceux qu'il combat sortis des enfers. Ils doivent être déshumanisés intégralement : le méchant a l'âme noire et le cœur mauvais. C'est pourquoi le progressisme a l'habitude d'affubler ses adversaires de toutes les étiquettes possibles : raciste, sexiste, homophobe, transphobe, islamophobe, antisémite, etc. L'ennemi du jour est nécessairement tout cela en plus de faire le jeu de l'extrême droite ou d'y appartenir tout simplement. D'ailleurs, l'essentiel du travail idéologique de la gauche journalistique ne consiste-t-il pas à extrême-droitiser ses adversaires pour les marquer chaque fois du sceau de l'infréquentabilité la plus absolue ? Elle entend moins rendre compte de la pensée adverse qu'expliquer chaque fois les raisons de son irrecevabilité dans le débat démocratique. Il suffit même de citer un auteur que le régime diversitaire a mis à l'index pour connaître de très mauvais jours. On vous trouvera coupable de connivence suspecte. Il faudrait accuser de fraude intellectuelle ceux qui mobilisent la mémoire de l'antifascisme pour penser les années actuelles.

Me permettez-vous une confession supplémentaire ? Peut-être est-ce mon biais nord-américain, mais je suis effrayé par l'encadrement liberticide de la liberté d'expression dans votre pays. Le pouvoir des associations est atroce : c'est un peu comme si on avait accordé à des milices d'excités fonctionnant à l'indignation théâtralisée le rôle de police de la pensée, patrouillant l'espace public à la recherche d'un dérapage à condamner devant les autorités. La restauration de la liberté d'expression ne passe-t-elle pas par la dépénalisation des opinions qui choquent, des

opinions qui heurtent, des opinions qui révoltent ? Qu'on me comprenne bien : je n'entends pas banaliser les discours odieux, et il y en a, mais je mets en garde contre le rétrécissement juridique de l'espace du dicible.

Cette pratique du « no platform » prospère aussi sur la mollesse – pour ne pas dire la lâcheté – de responsables universitaires qui semblent souvent pétrifiés face à la violence... Comment lutter contre ce phénomène ?

[On l'a vu notamment au Middlebury College aux États-Unis. Ryszard Legutko](#), un intellectuel et homme politique conservateur polonais, était invité au printemps dernier à prononcer une conférence à propos de son livre *The Demon in Democracy*. Rendu sur place, on lui a appris qu'il était désinvité – on lui avait parlé de perturbations possibles quelques jours avant sa conférence, mais certainement pas d'annulation. Des manifestants entendaient perturber l'événement. Il a été annulé – avant d'être repris dans le cadre d'un séminaire par un professeur plus courageux que les autres, presque sur le mode de la réunion clandestine. Devant cela, l'administration, d'une lâcheté exceptionnelle, a relativisé l'annulation en vantant même la civilité des moyens de protestation envisagés par les étudiants radicaux. Car tel est le grand retournement auquel nous assistons : les mouvances radicales, qu'elles soient antiracistes, décolonialistes ou néoféministes, nous expliquent qu'elles font usage de leur propre liberté d'expression en perturbant un événement, en cognant sur des casseroles pendant que parle un conférencier, en jouant de la trompette à l'extérieur pour couvrir sa voix, en l'insultant de toutes les manières possibles quand il arrive sur place. Empêcher les militants radicaux de perturber une conférence, telle serait la véritable offense à la liberté d'expression ! La liberté d'expression, c'est la censure ! Il y a dans cette inversion consciente du sens des mots quelque chose d'orwellien, qui relève de la novlangue à l'état pur.

Il faudrait que les administrations universitaires s'assument comme telles, et renouent avec leur responsabilité première : créer un environnement favorable à la délibération la plus ouverte possible. Cela implique de se tenir droit devant les activistes de la gauche radicale qui voient l'université comme une zone libérée de l'idéologie dominante où les minorités hier dominées pourraient enfin exercer leur souveraineté. Pour l'instant, elles ont la trouille et se couchent devant les fanatiques. Il faudrait aussi que le corps professoral cesse de se montrer complice ou complaisant devant la gauche radicale qui prend en otage l'institution. Les professeurs sont trop souvent infidèles à son esprit et se prêtent à toutes les mascarades imaginables pour afficher leur appartenance au camp de la vertu, [comme on l'a vu à l'université Evergreen en 2017](#). Les professeurs ne sont-ils pas trop souvent les premiers à pétitionner contre ceux de leurs collègues qui transgressent les exigences de la doxa ? Il m'arrive de me dire que [Georges Pompidou](#) avait visé juste dans sa critique de l'idéologisation des sciences sociales. Ce qui est certain, c'est qu'on a sous-estimé l'effet toxique de ce dévoiement d'une bonne partie de la vie universitaire pour la démocratie. Nos universités maquillent aujourd'hui le combat idéologique en travail scientifique et fabriquent à la chaîne des militants fanatisés, inconscients de l'être, et qui se prennent pour des guerriers de la justice sociale. Zélés et éveillés, « woke », comme ils disent, ils interprètent le moindre éloignement de l'orthodoxie universitaire comme une forme d'offense faite à l'émancipation des minorités, et exigent alors des sanctions. Ce sont les nouveaux gardiens de la révolution.

La liberté de parole est souvent contestée sur des thèmes comme l'islamisme, l'environnement ou les rapports hommes-femmes... Faut-il s'attendre à voir émerger d'autres thèmes ? Y a-t-il une limite aux désirs de censure ?

Ces thèmes sont essentiels, parce qu'ils touchent au noyau idéologique du régime diversitaire, qui se déploie en diabolisant et en criminalisant ses opposants. Ceux qui prennent la parole contre lui sont accusés de tenir des propos haineux. Mais – nous le disions plus haut – un propos haineux, dans le contexte qui est le nôtre, n'est trop souvent rien d'autre qu'un propos contestant ouvertement le régime diversitaire et le progressisme qui le fonde philosophiquement. À tout le moins, le progressisme n'hésite pas à instrumentaliser la notion de propos haineux pour sanctionner ses adversaires. On le voit, par exemple, lorsque certains osent critiquer l'idéologie trans et sa normalisation médiatique et administrative. Ils sont étiquetés transphobes et transformés en parias. Cette vieille idée selon laquelle l'humanité est divisée en deux sexes relève maintenant de la dérive réactionnaire et de la pensée boueuse. Le sort de l'universitaire canadien [Jordan Peterson](#) est là pour nous en convaincre. N'oublions pas non plus que la critique des religions, qui est au fondement de la modernité, en quelque sorte, dans la mesure où elle revendique le droit de critiquer toutes les croyances, quelles qu'elles soient, est de plus en plus difficile, pour ne pas dire dangereuse. Il y a eu plusieurs tentatives pour pénaliser la chose, comme si nous passions de l'obligation d'accepter que l'autre a ses propres croyances à l'obligation de les respecter et même de les célébrer. C'est le paradoxe de notre temps : alors que nous croyons perfectionner toujours plus la démocratie libérale, nous sapons en fait ses fondements et nous la dénaturons.

Mais d'autres sujets viendront – en fait, ils viennent déjà. Par exemple, l'idéologisation de la question animale devrait nous inquiéter : il suffit de se montrer critique envers la mouvance végane pour avoir sur son dos des militants qui veulent voir derrière chaque carnivore heureux de l'être un répugnant assassin. En fait, il s'agit tout simplement de liquider le vieux monde, le monde d'hier. C'est une nouvelle tentation totalitaire qui se déploie. Mieux encore : en plus de multiplier les étiquettes infamantes pour disqualifier moralement ses contempteurs, le régime diversitaire a ce culot de vouloir censurer ceux qui décrivent en temps réel la portée de la révolution anthropologique qu'il impose. Il doit à tout prix faire passer ses réformes les plus radicales pour des évolutions naturelles, inévitables, désirables et modérées. Nous ne pouvons plus nommer le changement de civilisation qui se déroule devant nous sans être accusés de relayer des fantasmes réactionnaires infondés scientifiquement. On le voit sur les questions démographiques, sur la question de l'identité sexuelle, sur la définition que nous avons de la démocratie, et sur bien d'autres thèmes. Il faudrait faire semblant que rien ne se passe, ce qui permet ensuite de faire passer les réactions aux mutations actuelles comme autant de délires.

Vous me pardonnerez de me répéter, mais, pour renverser ce dispositif inhibiteur et mentalement frigorifiant qu'est le politiquement correct, on ne peut pas se contenter de plaider de manière désincarnée pour la liberté d'expression. Il faut poser la question du régime, qui conditionne les mœurs intellectuelles et politiques. Il faut élargir formellement le domaine de la liberté d'expression, dépénaliser le plus possible les controverses intellectuelles et médiatiques, réduire et, pourquoi pas, en finir avec le pouvoir des associations qui peuvent traîner n'importe qui devant les tribunaux, pour une virgule mal placée ou une déclaration un peu inattendue. Nous revenons toujours, quoi qu'on en dise, à la question du régime. On ne devrait pas pouvoir diffamer un individu, on ne devrait pas non plus pouvoir en appeler à la violence. Pour le reste, je suis favorable à un maximalisme de la liberté d'expression. J'y vois même une preuve de santé démocratique. Je préfère une société où on peut dire beaucoup de conneries et quelques horreurs plutôt qu'une autre où on doit ruser pour dire que $2 + 2 = 4$ et où un propos au second degré à la télévision peut vous valoir signalement au procureur de la République. Plus largement, je rêve d'une restauration de la civilité libérale et démocratique, d'une société où le débat des idées serait raisonnable et éclairé, mais je ne me fais pas trop d'illusions.

Et vous, avez-vous déjà été empêché de parler ?

Plus d'une fois ! Je vous raconte celle qui a eu le plus d'échos ! Au printemps dernier, je devais participer à un débat autour de la question du politiquement correct dans une librairie montréalaise, à la suite de la parution québécoise de mon livre sur la question. Des militants anarchistes n'ont pas apprécié – ils considéraient que cette librairie, marquée à gauche, ne devait pas servir à organiser un débat auquel je participerais. Ils ont menacé de perturber l'événement, de lancer des ballons de peinture sur les livres, de lancer des tomates aussi et, si j'ai bien compris, de briser les fenêtres. Devant cela, la librairie a préféré annuler l'événement. Mais nous sommes en Amérique et il y a souvent un happy end : une autre librairie a proposé de tenir l'événement, qui s'est quasiment transformé en un rassemblement public pour la liberté d'expression de plusieurs centaines de personnes. Ce qui était justement le sujet du livre ! C'était finalement une belle soirée !